



Hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

2€



60
ans!



halim



Il y a un peu plus de soixante ans, au mois d'octobre 1954, le mensuel *Le Monde libertaire* paraissait pour la première fois, faisant suite au *Libertaire*, créé en 1895. L'organe de la Fédération anarchiste, laquelle sortait d'une grave crise interne, se présentait alors comme le fruit commun de « libertaires unis de toutes les écoles ». Six décennies plus tard, *Le Monde libertaire*, devenu hebdomadaire depuis 1977, est toujours là. On peut s'en réjouir, comme regretter que ses dénonciations du système capitaliste et de l'État soient toujours aussi nécessaires. Car, de fait, le capitalisme ne s'est pas écroulé, se renforçant au fil de ses crises, dépassant violemment certaines de ses contradictions, en inscrivant toujours plus profondément dans nos chairs le fer rouge de l'exploitation économique et de l'oppression politique. Mais gardons-nous du pessimisme, que nous laisserons aux cyniques et aux résignés, et redoublons plutôt d'effort pour construire la révolution sociale. En cela, *Le Monde libertaire*, si modeste soit-il, continuera tant qu'il le faudra de se faire l'écho des luttes émancipatrices et d'accueillir dans ses colonnes les débats politiques indispensables à l'élaboration permanente de la pensée anarchiste, pensée vivante s'il en est. Soixante ans, après tout, ce n'est pas si vieux, et notre journal a encore toutes ses dents pour déchirer en lambeaux les liens qui nous enchaînent à cette société invivable où le bonheur de quelques-uns implique le sacrifice de milliards d'autres.

Actualité

Entretien avec un ouvrier des CMN, page 3

Météo syndicale, par J.-P. Germain, page 7

Appel à manifester contre les flics, par FA, page 8

Message du Mexique, par des étudiants d'Ayotzinapa, page 8

Dossier sur les 60 ans du *Monde libertaire*

Retour en arrière... par Commission de presse du ML, page 2

60 ans et toutes ses dents, par R. Pino et W. Rosell, page 3

Des plumes et des pinceaux : les dessinateurs, page 6

Souvenir explosif, page 7

À lire

Échos de Juan García Oliver, par F. Mintz, page 17

Les Russies inconnues, par Élan noir, page 20

Le mouvement

Anarchisme et mathématique, par Élan noir, page 21

Expressions

Ça presse !, par B. Rey, page 22

Mort libre et volontaire, par J.-M. Raynaud, page 22

Illustrations

Krokaga, Kalem

Le Monde libertaire prend une pause, reprise le 8 janvier 2015 !

Tarifs

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n^{os} hebdos, 1 n^o hors série

6 mois, 18 n^{os} hebdos, 2/3 n^{os} hors série

1 an, 35 n^{os} hebdos, 5/6 n^{os} hors série

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Publications libertaires, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 01 48 05 34 08

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

France et étranger

○ 25 €

○ 50 €

○ 75 €

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an ○ 95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, abonnement annuel à 53 euros. Gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX) Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Le pacte de **compétitivité** appliqué en eaux troubles

Entretien avec un ouvrier des CMN



Les CMN aujourd'hui

Dans un premier temps, afin de cadrer un peu le contexte, nous allons essayer de comprendre ce que sont les CMN, ce qu'ils font, alors peux-tu nous présenter les CMN ?

Oui, donc, les CMN – Constructions mécaniques de Normandie –, c'est une entreprise basée à Cherbourg et spécialisée dans la construction navale, notamment militaire, même si, aujourd'hui, il y a des contrats pour des chalutiers et des tentatives de positionnement sur le marché de l'éolien.

Quels sont vos principaux clients ?

Notre actionnaire principal étant basé au Liban, nous bossons beaucoup pour les pays arabes ou d'Extrême-Orient. Nous avons eu notamment des contrats pour le Koweït, ou Abu Dhabi MAR, pour la construction de vedettes de défense, mais nous travaillons également pour le Brésil, ou des pays africains. Nous ne travaillons pas pour la France

ou des pays européens qui, eux, contractent dans des pays où la main-d'œuvre est moins chère, ou bien pour des entreprises françaises qui sous-traitent à l'étranger, comme Piriou.

Comment votre actionnaire principal, qui semble être le principal pourvoyeur de contrats, arrive-t-il à dénicher des marchés malgré la concurrence internationale ?

Déjà il faut dire que notre actionnaire principal, Iskandar Safa, est un « milliardaire », et il a beaucoup de réseaux dans les pays arabes, mais ça ne fait pas tout, il y a sans doute autre chose... On soupçonne qu'il ne soit pas blanc sous ventre non plus...

Et au niveau du carnet de commandes ? Avez-vous du boulot pour les prochaines années ?

La direction nous annonce encore du boulot, mais ce n'est jamais signé, c'est toujours chaud, il ne manque plus que l'encre dans le stylo, mais ça a toujours du mal à se signer

véritablement. La direction nous dit de ne pas nous inquiéter, qu'il y aura du travail. Mais il faut toujours que l'on fasse mieux, que l'on soit compétitif. Nous avons notamment deux contrats en vue, avec deux ou trois gros bateaux à construire pour l'un, et 100 chalutiers pour l'autre, mais sur ce contrat énorme seulement 15 seraient construits effectivement à Cherbourg. Finalement, pour ce qui est effectivement signé, nous avons du taf pour l'année prochaine maximum. Donc en réalité les employés sont inquiets, mais ça a toujours été aux CMN. La charge de travail est en dents de scie. Sur les contrats, quelquefois nous avons les tôles, les gabarits, nous sommes prêts à démarrer et on apprend que le contrat a été signé ailleurs...

Il y a quelque temps vous avez été en chômage partiel il me semble ?

Avant le contrat Mozambique, qui a démarré en septembre 2013, nous avons fait huit mois de chômage partiel, enfin pas tous, principalement les ouvriers, parce que les

personnes dans les bureaux, que ce soit les chargés d'affaires ou les ingénieurs des bureaux d'études, sont censées travailler sur des marchés futurs...

Un peu tendu entre les ouvriers « manuels » et les cadres ou les ingénieurs d'études ?

Oui, ça se passe très mal. Nous disons souvent que nous avons deux entreprises, ceux des bureaux et ceux des ateliers. Il y a des inégalités qui se forment au fil des années. On fait passer certaines choses sur les ouvriers, mais ça ne change rien pour les employés des bureaux. On l'a notamment vu au moment du chômage partiel, le DRH avait promis une répartition égalitaire du chômage, mais eux n'en n'ont quasiment pas fait, à part certains volontaires qui ont voulu en faire pour répartir le chômage. Aux CMN, on est actuellement 330 et nous perdons énormément de personnel depuis quelque temps. Sur les 330 salariés, on est 140 ouvriers, il y a environ 75 cadres, et le reste ce sont des agents de maîtrise, des contre-maîtres et des employés de bureau. Déjà il y a beaucoup trop de cadres vis-à-vis du nombre d'ouvriers. Pour nous, la charge salariale éventuellement excédante, elle est sur les cadres, pas sur les ouvriers.

Un actionnaire omniprésent

Pour revenir sur votre actionnaire principal, Iskandar Safa, il a été élu personnalité de l'année par La Presse de la Manche, en 2013. Il est présenté dans la plupart des médias comme un sauveur, un bienfaiteur, qu'en pensez-vous en interne ?

Pour nous, il est bien car il nous amène de l'argent depuis qu'il est devenu actionnaire en 1992, et il accepte les creux de charge importants. Et à part lui personne ne ramène des contrats. Mais c'est vrai que les médias ont tendance à oublier son passé sulfureux et les accusations dont il a fait l'objet, il a même été interdit de territoire. Et il y a un point qu'il faut souligner, et qui explique aussi pourquoi M. Safa est là et continue, c'est que les CMN ont les brevets d'armement. C'est l'un des seuls chantiers français autorisés à exporter des bateaux militaires. Ces brevets ne sont pas délocalisables et il en a besoin.

Donc l'actionnaire principal n'est pas un mécène...

Bien sûr, il a des intérêts dans cette affaire. Certains contrats sont énormes, pour des montants de plusieurs centaines de millions d'euros. Et, sur certains contrats, la construction de bateaux, avec les équipements mais sans l'armement, représente seulement environ 10 % du montant du marché global... Seul 10 % du contrat concerne réellement les

CMN, pour le reste on ne sait pas exactement ce qu'il se passe. Il n'y a pas plus juteux que les contrats militaires.

Des ouvriers méprisés

Dans la presse on parle beaucoup de l'actionnaire mais rarement des ouvriers, des conditions de travail au sein de l'entreprise, est-ce qu'il y a des syndicats ? Des revendications salariales particulières ?

Pour faire un bref état des lieux, il y a dix ans, il y avait trois syndicats – CFDT, CGT, CGC –, aujourd'hui il n'y en a plus qu'un, la CGT. Et avec les départs des « anciens », ce n'est pas facile, il a fallu reconstruire un groupe, dans un contexte où il y avait peu de travail... Quand il n'y a pas de charge de travail, comment mobiliser les employés ? Nous n'avons pas de moyen de pression. L'année dernière, il y a eu de nouvelles élections syndicales, et la CGT, pour ne pas mourir, a réussi à trouver à la fois des ouvriers et des employés de bureau pour s'engager. Aujourd'hui, il y a une quarantaine de syndiqués.

La plupart du temps, les moments chauds sont pendant les négociations annuelles, à ce moment nous essayons d'obtenir des augmentations de salaire notamment, et nous devons souvent nous mobiliser et faire quelques débrayages et blocages afin d'être entendus. Un autre moyen de pression est de lever le pied. Concrètement, tu peux être devant ton poste de travail et avoir oublié comment il faut bosser... (Rires.) Les médias peuvent être un bon moyen de pression aussi.

Mais l'utilisation des médias ne plaît pas toujours...

Sur le contrat Mozambique, notre PDG, Pierre Balmer, nous a dit : le boulot redémarre, donc il va falloir taper dedans. À Cherbourg nous avons cinq chalutiers à faire et six vedettes, sur un contrat de trente bateaux, le reste étant fait en Roumanie par des procédés de transfert de technologie.

On sortait à ce moment d'une période de chômage partiel assez importante, le dernier mois nous avons fait trois semaines de chômage et perdu 300 euros de paye. Et on nous a demandé de nous lancer à fond dans le travail pour avancer vite. Nous avons donc fait pas mal d'heures supplémentaires sur les trois derniers mois de 2013. La direction a d'ailleurs offert une prime de 300 euros brut à tous fin 2013, cette prime, proposée par le patron, a été validée par un accord signé avec le syndicat, mais ça cachait quelque chose...

On a redémarré sur le même rythme en janvier, février, et en mars arrivent les négociations sur les salaires, comme tous les ans, mais la direction a prétexté un manque de temps pour les repousser. Étant en pleine charge, nous avons décidé de bloquer l'entreprise pendant deux jours afin d'obtenir

l'ouverture de négociations. Durant ce blocage, notre patron nous a clairement dit que nous étions des feignants, devant tout le monde, que depuis vingt ans nous ne savions pas bosser et qu'après six mois de travail nous nous arrêtons déjà... La presse a sorti un article sur le blocage de l'usine, Iskandar Safa a été mis au courant et il est venu une quinzaine de jours après. Sa visite est très rare, il a rencontré la direction, puis le syndicat, et il a dit clairement au syndicat qu'il nous avait payés deux ans quasiment à rien faire, alors le blocage ne lui a pas plu. La direction étant confortée par la position de l'actionnaire, elle a ensuite fait du chantage auprès des ouvriers en menaçant de la fermeture de l'usine, comme souvent.

Du syndicalisme de lutte au syndicalisme de collaboration

Pourtant le PDG vous avait fait des promesses, non ?

Oui, en échange de la rapidité de notre travail, nous devions être récompensés de nos efforts. Mission qui fut d'ailleurs accomplie. Pour preuve le tapage assez important qui a été organisé par le patron dans la presse. Cela consistait à montrer les cinq chalutiers naviguant dans la rade, ce qui signifiait que le contrat a été réalisé dans les temps, en avance même. Mais les efforts ont été vains...

Pour finir sur les conséquences du blocage, en guise de négociations, il nous a été proposé des réunions de travail, par groupe, cela dans le cadre également du pacte de compétitivité, pour améliorer la compétitivité de l'entreprise par une « meilleure organisation du travail ». La participation à ces groupes de travail conditionnait d'ailleurs la tenue des négociations salariales.

Au bout de quelques réunions dans ce cadre, le syndicat a décidé de se retirer de ces groupes de travail, car les propositions du patron n'étaient pas acceptables :

– Annualisation du temps de travail, et donc perte de salaire, car ce sont les heures supplémentaires qui font nos niveaux de salaire dans cette boîte. Par exemple un ouvrier qui a vingt ans d'ancienneté et qui bénéficie d'un des échelons d'ouvrier les plus hauts va toucher 1 750 euros net, dont 219 euros d'ancienneté et 50 euros de prime pour la route. Sans les primes ou les heures supplémentaires, le salaire net de base n'est même pas à 1 500 euros pour ces mecs-là, alors pour les autres...

– Suppression des deux pauses de dix minutes dans la journée, les pauses « café », ou augmentation de la durée des journées afin de compenser ces pauses ;

– Suppression des jours de carence.

Donc, dans le cadre du pacte de compétitivité, aucune proposition concrète pour améliorer l'organisation et les conditions de travail, mais des propositions pour reprendre



des acquis aux ouvriers. Finalement, les négociations sur les salaires se sont ouvertes avec deux options pour le syndicat et les ouvriers ;

– Signer le « package » dont on vient de parler, et en échange les employés ont immédiatement une « enveloppe surprise », c'est-à-dire qu'on ne sait pas combien la direction donnera, avec en plus d'éventuelles primes d'intéressement en fonction des résultats, mais pas certaines.

– Si vous ne signez pas, vous n'avez rien.

Un vote a été organisé, détaillé par proposition, et le « non » l'a largement emporté, même les cadres ont voté non. La direction a alors réuni les équipes par petits groupes afin de faire une sorte de lobbying. Ils sont tombés sur des personnes qui avaient bossé six mois à fond et à qui on a proposé de supprimer un tas d'acquis... La direction s'est fait ramasser quelque chose de bien ! (Rires.) L'argumentation de la direction a consisté à dire que, encore une fois, le seul à rapporter des contrats est l'actionnaire principal et que les CMN sont trop onéreuses pour gagner d'autres marchés lors de mise en concurrence. Il fallait donc travailler plus afin d'être compétitif sur le marché, mais les employés ne sont pas prêts à travailler pour la peau...

Un deuxième vote a été organisé avec la suppression dans le package de l'annualisation et la conservation des jours de carence, mais avec une augmentation du temps de travail de deux heures trente par semaine et

une prime d'intéressement acquise pour 2014 de 1700 euros brut, versée en mars 2015. Quand on y réfléchit bien, cette prime ne compense pas les deux heures trente de travail supplémentaire par semaine et ça reste une prime qui pourrait ne pas être renouvelée les années suivantes, de plus, avec

Un chargé d'affaires proche de l'actionnaire principal a même pleuré dans les ateliers en disant qu'il fallait absolument voter l'accord, c'était une vraie comédie.

ces deux heures trente supplémentaires de travail, jusqu'à 38 h 30 de travail hebdomadaire, nous ne sommes toujours pas rémunérés en heures supplémentaires et donc pas majorées, aujourd'hui nous le sommes à partir de trente-cinq heures hebdomadaires... Sur ce deuxième vote, il fallait simplement répondre « oui » ou « non », il n'y avait pas de catégories, et le « non » l'a emporté à plus de 60 %.

Mais ça n'a pas suffi à stopper les attaques de la direction... Début juillet, il y a eu une assemblée générale à Paris, et des membres du syndicat y sont allés. Pendant ce temps, deux ou trois grosses têtes de l'entreprise sont passées dans les ateliers afin de discuter avec les gens. Les discours étaient clairs : il

faut signer les accords ou bien dans deux ans il n'y a plus de travail. Ils ont fait peur aux gens et ont réussi à « soudoyer » quelques mecs du syndicat. Un chargé d'affaires proche de l'actionnaire principal a même pleuré dans les ateliers en disant qu'il fallait absolument voter l'accord, c'était une vraie comédie. Après ces manœuvres, la décision de procéder à un nouveau vote a été actée, un vendredi après-midi, quand il y avait peu de personnes... La direction a accepté de procéder à un vote, car cela venait soi-disant d'une demande des employés, même si ceux qui étaient à la manœuvre n'étaient pas les ouvriers de base...

Nous avons appris ça en revenant le lundi matin. Au départ le syndicat ne voulait pas procéder à un nouveau vote, deux avaient déjà eu lieu, il n'y avait pas de raison de voter une nouvelle fois, sinon on peut aussi voter jusqu'à ce que la direction obtienne gain de cause... Certains ont proposé de boycotter le vote en appelant à un débrayage, mais les responsables CGT n'ont pas suivi et, pendant ce temps, les comploteurs du vendredi ont une nouvelle fois réuni les employés dans la cour en leur disant : « Vous avez bien compris ? Alors allez voter ! » Par rapport au deuxième vote, ils proposaient de verser 500 euros de l'intéressement dès maintenant et on ajoutait une augmentation de salaire qui permet juste de compenser l'inflation... Ce sont de petits accords vis-à-vis des années précédentes et d'habitude c'est sans contrepartie. Par rap-

port au résultat du précédent vote, il suffisait d'avoir une trentaine de voix qui changent de camp afin que le patron l'emporte... et cette fois le «oui» l'a emporté à 53 %. La direction a alors appelé le syndicat en disant : les ouvriers ont voté, ils ont dit «oui», il faut venir signer les accords. Les encartés CGT étaient à 70 % ou 80 % contre cet accord, mais le secrétaire général CGT de notre entreprise, qui avec le recul me paraît être comme un infiltré (pour rappel les listes étaient constituées avec de nouveaux venus et notamment des cadres), ce gars-là était pour cet accord et il a décidé de signer contre l'avis de sa base. Il n'a même pas vraiment pris le temps de réunir l'ensemble des encartés pour consulter l'avis général, mais il savait bien qu'il aurait pris une veste. De nombreuses cartes CGT ont été rendues depuis.

Et maintenant, comment vois-tu la suite ?

Maintenant, c'est signé : cette semaine tout le monde avait la tête dans les godasses. Les gars font passer la journée... mais en rentrant de vacances ce sera oublié.

Sur la convergence des luttes, que penses-tu du rôle des syndicats justement ?

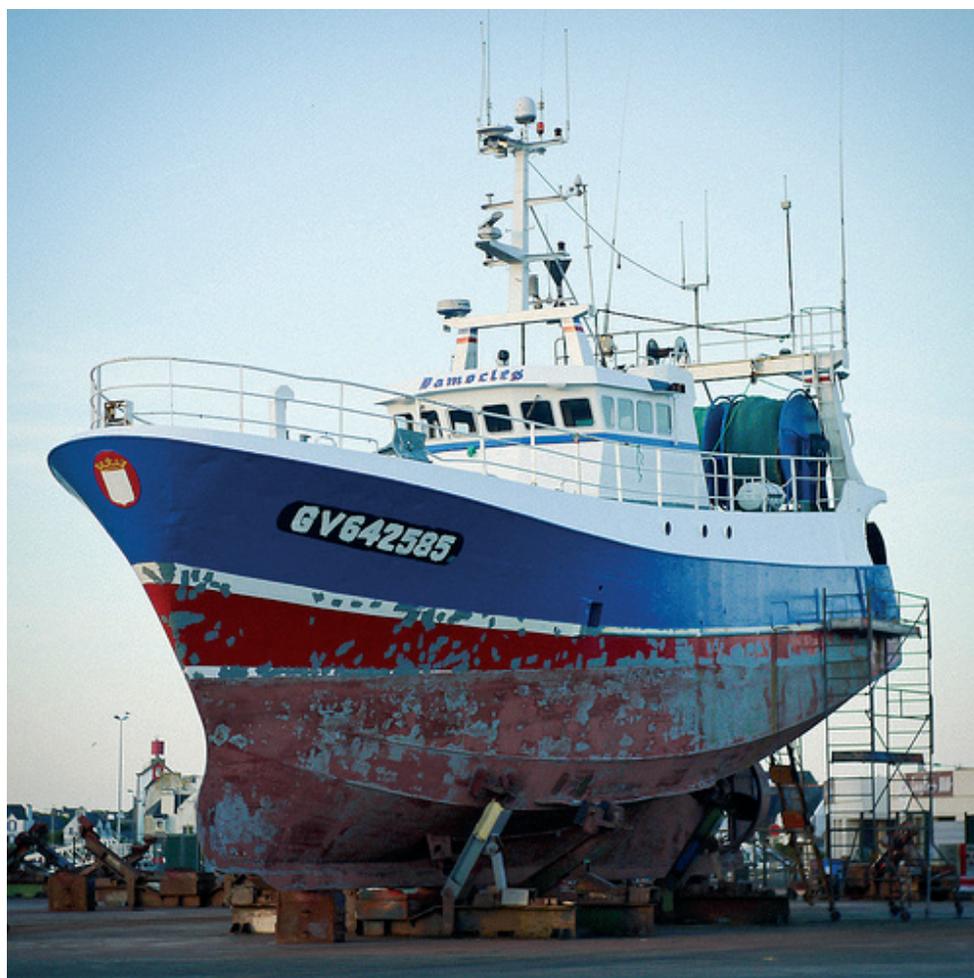
Ils ne font pas leur boulot parce qu'on devrait être bien plus mobilisés. Avant, on était solidaire. Maintenant, chacun se débrouille dans son coin. Il manque quelqu'un à qui se rallier pour stopper tout ça, mais les problèmes de fond sont politiques. Ce sont les politiques qui permettent ces choses, qui font l'Europe, l'ouverture des marchés. Par exemple, chez nous, ils disent clairement qu'ils ne veulent plus d'ouvriers. Ils veulent quelques personnes pour garder le savoir-faire et gérer la sous-traitance...

Les bases se délitent

Comment ont été vécues les dernières élections municipales et européennes dans ton entreprise ? Avec la forte abstention, et le FN en tête. D'ailleurs, il me paraît ridicule de parler de victoire vu le nombre d'élus au final...

Ça n'est pas franchement une victoire pour eux. Mais, malheureusement, les gens font une relation entre leur travail, la politique, et sans parler de racisme les gens en ont marre de l'étranger car ils ont l'impression que l'étranger vient piquer le boulot. Alors, ils se disent, consciemment, c'est ça le pire : « On va aller voter FN, ça ne changera pas grand-chose, ce sera peut-être pire, mais on aura du boulot pour nous et on récupérera notre souveraineté, notre pouvoir de décision. »

Comment expliques-tu que les ouvriers ne se tournent plus vers les syndicats ou les partis de gauche, pas le PS, mais les partis vraiment à gauche ? Parle-t-on encore de



lutte des classes dans les ateliers ?

Le PS est passé en 2012, les mouvements syndicaux sont amorphes. Il ne se passe pas grand-chose. Avant, sous Sarkozy, il y avait souvent des tracts, des grèves, de la lutte ! Là, il ne se passe rien, alors qu'on avait un président qui nous a pas mal saqués, on a changé pour un président soi-disant de gauche et c'est encore pire, il ne fait que de la politique de droite. Je présume que maintenant les gens veulent essayer encore autre chose...

Et dans la balance il y a aussi les médias qui donnent une image orientée de ce qu'il se passe, des causes des problèmes, ça profite au FN. Le plombier polonais, les étrangers qui profitent des acquis sociaux en France...

Au final, le FN est un parti qui passe pour être proche des gens, de leurs problèmes quotidiens, en abordant des sujets simples, alors que les autres partis se débattent dans leurs problèmes internes et sont complètement coupés de la réalité du bas peuple. Dans mon usine, il y en a un paquet qui a voté FN... De plus, l'extrême gauche est contre les patrons, mais les discours internationalistes, d'ouverture de frontière, ça fait peur à beaucoup, ils ne comprennent pas. Les gens ont peur de se faire piquer leur boulot. Certains disent qu'ils vont simplement arrêter de bosser, qu'ils vont laisser tomber, vivre des aides, parce qu'ils ont l'impression de gratter pour rien. Et quand le pouvoir de la gauche ou de la droite classique, en passant

par le centre, est usé comme aujourd'hui, les médias, appartenant souvent à de grands groupes capitalistes, ont besoin d'assurer leurs arrières avec un éventuel nouveau pouvoir, moins usé, et ils ne vont pas choisir l'objectivité, au risque de voir l'extrême gauche passer et leur faire les poches.

Parlez-vous dans votre boîte des luttes des «Conti», des «Goodyear», des «Arcelor», des «Unilever»,... et des exemples visant à reprendre les entreprises en coopérative, en «autogestion ouvrière» ?

Non, pas du tout. Par contre, le syndicat a tout de même fait un bon boulot intéressant qui a consisté à établir une liste des problèmes rencontrés dans l'entreprise à partir d'un travail entre syndiqués. Les économies sont souvent faites sur le dos des ouvriers, alors que le train de vie de certains cadres, ou des dirigeants serait à revoir. On a aussi essayé de revoir des modes d'organisation dans les ateliers, bref on a apporté au patron pas mal de propositions concrètes afin de faire des économies sans rogner sur les acquis sociaux, les salaires ou le temps de travail. Bien sûr, ce document n'a pas été pris en compte par la direction...

*Propos recueillis en juillet 2014 et transmis
Le Pépin noir pour Le Monde libertaire*

Météo syndicale

Grèce : petite victoire pour Nikos

Bonne nouvelle ! Nikos Romanos a mis fin à sa grève de la faim (trente et un jours) et de la soif (deux jours), les autorités ont cédé et l'autorisent à sortir de la prison avec un bracelet électronique pour se rendre à l'université, une fois qu'il aura réussi un tiers du premier semestre via les cours à distance.

Toujours plus avec Sarko

Hier, on apprenait grâce aux révélations de l'affaire Bygmalion que le coût de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy était mystérieusement et soudainement passé de 21 à 23 millions d'euros. Aujourd'hui, on apprend que, depuis le retour en politique de ce « cher » Nicolas, les effectifs de l'UMP sont passés tout aussi mystérieusement et soudainement de 148 000 à 268 000 adhérents. Sarkozy : Monsieur Plus. Avec lui, les chiffres sont toujours à la hausse.

Encore des chiffres

La hausse, toujours la hausse. Lu à travers la presse... Viols au sein des couples : + 22% en un an. Agressions homophobes de 2012 à 2013 : + 78%. Actes, menaces islamophobes depuis le début 2014 : +11%. Actes, menaces antisémites depuis le début 2014 : + 100%. Morts par suite de bavures policières : 10 à 15 par an. C'est pas Rémi Fraisse qui va faire baisser la moyenne.

Les ex ont quelque chose à dire

Xavier Bertrand, ancien ministre de Sarkozy, aujourd'hui un peu fâché avec lui, a des choses à dire. Maintenant qu'il a du temps pour cogiter, il propose des solutions pour résoudre le chômage. Par exemple, « le contrat de travail unique qui est un CDI ». Que ne l'a-t-il proposé quand il était au gouvernement ! Mais qu'on se rassure, il n'a pas viré à gauche, la preuve, il propose dans la foulée de réduire le rôle de l'inspection du travail qui « fait partie des tracasseries qui gênent les entreprises » et qui évidemment les empêchent d'embaucher. Sacré Xavier, toujours aussi fin dans ses analyses. Mais nous voilà fixés, on le retrouve du côté qu'il n'a jamais quitté : à droite.

Toujours la faute à Bruxelles

Dans l'Union européenne, il n'y a pas que les pays du Sud à dénoncer les diktats de



ON VA COMMENCER par rire un peu au sujet d'un tract du ministère de la Défense où la CFTC attaque FO pour sa référence « marxiste » à la lutte des classes et à la charte d'Amiens. C'est Pouget et Monatte qui pourraient faire du chambard au columbarium du Père-Lachaise ou autre part ! Sinon, revenons aux « affaires diverses » qui agitent la centrale syndicale dite de Montreuil. Les dernières révélations autour du secrétaire confédéral de la CGT éclaboussent tout le mouvement syndical et pas seulement la précitée². Ça grogne tous azimuts, à la base, dans les structures diverses, les UD, les UL ; militantes et militants discutent... de façon à présenter aux médias, au monde du travail, un outil de lutte efficace et solidaire. En bref, une CGT loin de toute caricature journalistique. Ainsi, le 9 décembre dernier, lors du comité général de l'union départementale de la CGT parisienne (environ 45 000 syndiqués), la plupart des interventions ont exprimé le besoin, pour la CGT, de revenir à un syndicalisme de classe et de masse et à une démarche fédéraliste fondée sur l'autonomie des structures syndicales. On verra bien ce que ça donnera... En espérant que pour remplacer le sortant il n'y ait pas un autre chef de clan ! Dans les couloirs comme à la tribune, tout le monde (ou presque ?) s'accordait à dire que la plupart des prétendants à la charge suprême ne valaient pas mieux que le locataire de Vincennes !

En province, les pas de côté se bousculent au portillon. Ainsi le secrétaire de l'UD CGT du Cher a-t-il déclaré, entre autres : « Si nous revendiquons avec raison que nous sommes une organisation syndicale de conquête, de progrès social, de transfor-

mation de la société, nous devons être à la hauteur de notre idéologie. Mais là, nous pouvons constater que certains, dans l'organisation, ne sont pas dans cette optique, bien au contraire. Nous pouvons même aller plus loin, en considérant que ces camarades (si nous pouvons toujours les appeler camarades) sont dans la complaisance avec le gouvernement et le patronat, dans le moule de l'intégration dans l'Union européenne, dans l'acceptation du capitalisme. »

Donc, le débat est lancé, la CGT doit-elle être ce que veulent nombre de ses militantes et militants ou ce à quoi aspirent celles et ceux qui gravitent dans les hautes sphères de la direction syndicale ? Vaste débat qui ne se conclura pas par un coup de baguette magique. Le gouvernement souhaite des organisations syndicales souples devant toutes les compromissions, c'est clair. Mais pour que le syndicalisme en France comme ailleurs retrouve la voie vers un autre monde, il faudrait un peu plus d'unité dans les luttes et les autres démarches organisationnelles. On peut douter que le solstice d'hiver nous apporte tout ça. À moins que ?

Jean-Pierre Germain
Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste

1. On en avait déjà causé dans le numéro 1755 du *Monde libertaire* (début novembre), c'était les bans du mariage CFDT-CFTC de la Défense !

2. Certains insistent plus sur la victimisation de la seule CGT, tout en dénonçant les fuites internes, les corbeaux... Cela nous semble du patriotisme renversé !

Bruxelles qui imposent une politique anti-sociale. Pas que la Grèce, le Portugal ou l'Espagne dont les populations soient exsangues à force de « rembourser la dette ». Pas que l'Italie ou la France à multiplier les grèves. Même le « modèle » allemand patine lui-aussi. Outre-quiévrain, les syndicats belges appelaient à une grève générale lundi dernier contre les mesures d'austérité, l'allongement de l'âge pour prendre sa retraite (67 ans), etc. Les Belges contre Bruxelles ! Dernière histoire belge ou lutte des classes internationale ?

Riches encore plus riches, pauvres encore plus pauvres

Une étude publiée le 9 décembre par l'OCDE nous l'apprend, ou plutôt nous le confirme car on s'en doutait un peu : de par le monde, depuis trente ans, le fossé n'a jamais été aussi grand entre riches et pauvres. Rien de nouveau donc, si ce n'est cette conclusion : les inégalités de revenus ont « une incidence négative statistiquement significative sur la croissance à moyen terme ». Qu'en termes élégants cela est bien dit ; ça n'a toutefois pas l'air de trop préoccuper nos politiques, plus enclins à céder aux desideratas des riches qu'aux doléances des pauvres. Sûrement qu'il est plus facile de satisfaire une minorité de privilégiés qu'une masse de nécessiteux. Chez nous, 1789 n'a donc pas changé fondamentalement les choses, une autre révolution reste à faire.

Pas de paix entre les classes

La lutte des classes est toujours d'actualité, et ce sont les patrons qui nous le rappellent. Il y a peu, ils organisaient une semaine de manifs et débats pour faire état de leur « souffrance au travail » (par contre, celle de leurs salariés, ils semblent l'ignorer). Ils en ont profité pour avancer la liste de leurs revendications, portées par leurs syndicats, car oui, eux sont organisés pour défendre leurs intérêts de classe ! Intérêts qui ne sont pas les mêmes que ceux de leurs salariés, faut-il le rappeler ? Pensant que le rapport de forces leur est favorable en ce moment, et prenant prétexte de la crise, ils n'hésitent pas à revendiquer l'instauration d'un salaire transitoire inférieur au Smic, la suppression de l'ISF, le détricotage du Code du travail, l'abandon des conventions de l'Organisation internationale du travail qui prévoient – entre autres – de justifier le licenciement d'un salarié... Il leur en faut décidément toujours plus. Alors, d'accord, classe contre classe, le combat continue. Au prolétariat de reprendre l'offensive.

Violences policières

Appel à manifester le 20 décembre

LE DIMANCHE 26 OCTOBRE 2014, aux alentours de 2 heures, Rémi Fraisse, vingt et un ans, a été touché mortellement par un projectile policier durant des accrochages entre flics et opposants au barrage de Sivens, dans le Tarn. Des manifestations en réaction à la mort de Rémi Fraisse sont organisées un peu partout en France.

Lors de la manifestation à Paris, le mercredi 29 octobre dernier, devant l'Hôtel de Ville, près de 150 personnes avaient été interpellées et 29 d'entre elles placées en garde à vue, dont 3 camarades inculpés qui passèrent en procès au TGI le 21 novembre.

Le dimanche 2 novembre, place de Stalingrad, à Paris, près de 300 personnes se sont rassemblées pour une manifestation non

autorisée. De source policière, 78 personnes ont été interpellées aux abords de la place et dans l'Est parisien. Seize d'entre elles ont été placées en garde à vue, précise la préfecture de police de Paris.

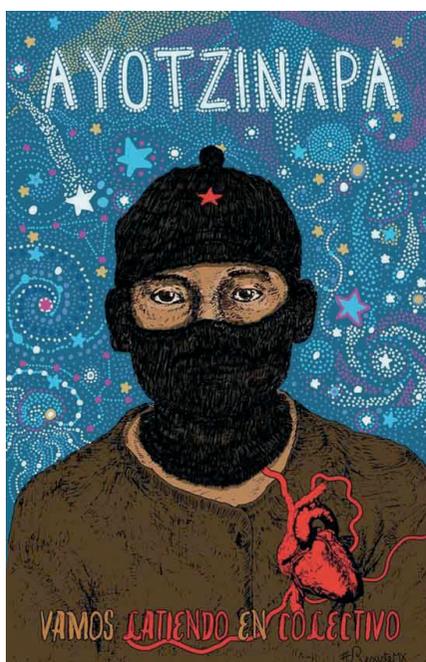
Vendredi 5 décembre passait en procès un camarade suite à la manifestation du 2 novembre à Stalingrad pour protester contre la mort de Rémi Fraisse. Le verdict est tombé. Il est très lourd : huit mois de prison ferme sans mandat de dépôt.

Ni juges ni prisons n'arrêteront nos rébellions ! La police assassine et condamne les révoltés ! Rémi, ni oubli ni pardon ! Venez déterminés !

Urgence notre police assassine, AFA, FA.

Mexique

Message des étudiants d'Ayotzinapa



Compañeros, à tous ceux qui nous ont appuyés, je suis Alexander Mora Venancio. À travers cette voix, je m'adresse à vous. Je suis l'un des 43 qui, le 26 septembre, sont tombés aux mains du narcogouvernement. Aujourd'hui, 6 décembre, les experts argentins ont confirmé à mon père que l'un des fragments d'os qui ont été retrouvés m'appartient.

Je me sens fier de vous, qui avez fait entendre ma voix, la colère et mon esprit libertaire. Ne laissez pas mon père seul avec sa peine. Pour lui, je signifie pratiquement tout, l'espérance, la fierté, son effort, son travail et sa dignité.

Je t'invite à redoubler l'intensité de ta lutte. Que ma mort ne soit pas en vain. Prends la meilleure décision mais ne m'oublie pas. Rectifie si c'est possible, mais ne pardonne pas. Ceci est mon message.

Frères, hasta la victoria.

Escuela Normal Rural Raúl Isidro Burgos

Numéro anniversaire



LE JOURNAL DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

60 ans
de presse anarchiste

WWW.MONDE-LIBERTAIRE.FR | WWW.FEDERATION-ANARCHISTE.ORG

Retour en arrière...

Il y a **soixante** ans,

le premier éditorial !



LE MONDE LIBERTAIRE paraît ! Notre journal, votre journal, est le fruit de l'effort commun consenti par les libertaires de toutes écoles, unis dans la Fédération anarchiste. Tout naturellement il prendra la suite du vieux journal créé par Sébastien Faure et par Louise Michel qui, pendant cinquante ans, fut le refuge des hommes libres.

Pourquoi *Le Monde libertaire* ? Parce que, aujourd'hui, sous les assauts de la connaissance, le monde s'est rétréci : les problèmes qui se posent aux hommes se sont inter-pénétrés, les frontières géographiques, économiques, linguistiques même ne possèdent plus d'autre importance que celle que leur accordent les fauteurs de guerres, les exploités de la crédulité publique, les bénéficiaires de systèmes économiques périmés.

Notre journal sera le journal de tous les libertaires. Mais il accueillera également les

hommes épris de progrès social, aux compétences indiscutables, qui trouveront auprès de nous une place qu'on leur limite trop souvent ailleurs. Notre journal sera moderne par sa présentation comme par son contenu, ses rubriques multiples traiteront de toutes les activités qui intéressent l'homme. Élément de transformation d'une société bâtarde que seule l'autorité, qui engendre la crainte, maintient, il oeuvrera pour parfaire la culture de l'homme, élément essentiel des constructions futures.

À l'aurore du siècle, la route qui mène à notre idéal semblait large et facile. Les hommes enthousiastes s'engageaient hardiment sur la trace de nos anciens. Cinquante années de batailles, de défaites entremêlées de victoires, nous font mesurer plus justement aujourd'hui le chemin qu'il reste à parcourir. Il faut armer l'homme, il faut l'associer au sein d'une organisation qui

soit l'outil de l'homme et non pas son maître. Il faut l'aider à accomplir une révolution qui dépasse les phrases, pour inscrire dans les faits. Ce sera la tâche de votre *Monde libertaire*. Nous n'ignorons aucune des difficultés qui se dressent devant une presse indépendante des pouvoirs publics et des puissances d'argent. Nous sommes persuadés que votre appui nous permettra de les surmonter. *Le Monde libertaire* vient de naître. Son sort est entre vos mains. Son rayonnement dépend de vous. En en faisant le grand journal que les hommes libres attendent, vous aurez accompli un pas décisif vers la transformation intellectuelle et sociale qui s'impose.

La commission de presse
Le Monde libertaire n° 1 (octobre 1954)

Le Monde libertaire a 60 ans et toutes ses dents !



Ramón Pino

Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste

Wally Rosell

Groupe Louise-Michel
de la Fédération anarchiste

IL Y A UN PEU plus de soixante ans, en octobre 1954, paraissait le premier *Monde libertaire*. Accouchement dans la douleur car le mouvement libertaire français connaissait alors une grave crise interne. Dix ans auparavant, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les anarchistes de toutes tendances (syndicalistes, communistes et individualistes) s'étaient regroupés en créant la Fédération anarchiste et en se dotant d'un organe de presse hebdomadaire : *Le Libertaire*, reprenant ainsi le titre lancé en France en 1895 par Sébastien Faure et Louise Michel. En 1953 donc, une fraction se constituait secrètement à l'intérieur de la Fédération anarchiste ; ses membres étaient parvenus à mettre la main sur les principales structures de celle-ci, excluant méthodiquement les uns après les autres celles et ceux qui s'opposaient à leur conception de l'organisation, jusqu'à transformer la Fédération anarchiste en Fédération communiste libertaire¹. Celles et ceux qui étaient en désaccord rejoignaient les exclus et fondaient

une nouvelle Fédération anarchiste et un nouveau journal : *Le Monde libertaire*. La Fédération communiste libertaire, qui, elle, avait gardé local et journal (*Le Libertaire*), disparaissait quelques années plus tard². Pour la nouvelle Fédération anarchiste, tout était

Au lendemain de la guerre, les anarchistes s'étaient regroupés en créant la Fédération anarchiste et en se dotant d'un organe de presse hebdomadaire : *Le Libertaire*.

à reconstruire. Publier un *Monde libertaire* (mensuel à l'époque) était un nouveau défi organisationnel fort onéreux.

Dès le début, pour consolider les rentrées financières assurées par les ventes, il sera fait appel régulièrement au soutien des lecteurs et sympathisants. Dans ce dessein



Luttes sociales et syndicales

Dès le premier numéro, une page (grand format) est réservée à l'actualité sociale et syndicale. « On » y trouve deux informations typiques du *Monde libertaire* : une analyse de la dernière grève et l'annonce d'une réunion de la coordination des militants libertaire de la CGT. Au fil des numéros, des années, le lecteur peut ainsi suivre la vie des organisations syndicales (ouvrières et étudiantes) à travers des comptes rendus de congrès de la CGT, la FEN, la CFDT, la CGT-FO... Le lecteur verra ainsi la CFDT passer de l'autogestion à l'exclusion de ses moutons noirs, les premiers étant Usinor Dunkerque. Les « exclus » (dont des camarades de la Fédération anarchiste) s'organiseront dans les différents « SUD » (PTT, CRC-Santé...). Le lecteur découvrira des groupes d'agriculteurs conscients de la nécessité d'un syndicalisme paysan (la Confédération paysanne).

Ils verront aussi apparaître des appels à la coordination des militant-e-s libertaires au sein des entreprises (Renault, Orf, Banques, Universités, etc.) ou la création de journaux libertaires spécifiques comme *Le Postier affranchi*, *Voie libre*, etc. Enfin, avec l'Alliance syndicaliste (Asras) une tentative de coordination et de réflexion interconfédérations dans l'après 1968. *Le Monde libertaire* n'hésitera pas à consacrer des « gratuits » ou des hors-série lors des grands mouvements sociaux : 1968, Lip, le Juppéon de 1995, les réformes de retraites, etc.

des souscriptions seront ouvertes de façon quasi permanente, complétées par l'organisation chaque année de galas de soutien³, auxquels participera régulièrement et gracieusement la fine fleur de la chanson française : Georges Brassens, Léo Ferré, Boby Lapointe, Jacques Brel, Claude Nougaro, Barbara, Francesca Solleville, Serge Reggiani, Jehan Jonas, Jacques Debronckart,

Année après année, ventes, abonnements, soutiens et travail militant permettront au *Monde libertaire* de se développer jusqu'à devenir hebdomadaire à partir du 6 octobre 1977.

Jean-Roger Caussimon, Graeme Allright, François Béranger, Bernard Lavilliers... La liste est, bien sûr, très loin d'être exhaustive. Année après année, ventes, abonnements, soutiens et travail militant permettront au *Monde libertaire* de se développer jusqu'à, devenir hebdomadaire à partir du 6 octobre 1977. Près d'un demi-siècle pour y parvenir ! Un peu plus pour nous doter d'une radio. Car à partir de 1981 les concerts de soutien serviront aussi à financer *Radio libertaire*, ses locaux, son matériel. Soutien essentiel quand on sait que le premier local avait été saccagé et son matériel détruit par les forces de l'ordre sous le gouvernement « socialiste » de Mitterrand pas vraiment favorable à la libération des ondes ! À noter au passage l'interaction journal/radio avec le partage des infos : certains thèmes abordés

dans l'heβδο étaient commentés et discutés à la radio, et certaines émissions radio étaient, elles, retranscrites partiellement pour en faire des articles dans l'heβδο.

Le souci constant du *Monde libertaire* sera, de sa création à nos jours, de refléter toutes les tendances et sensibilités de l'anarchisme : anarcho-syndicalisme, individualisme, communisme libertaire. Si ces tendances étaient fortement marquées dans les premières années de la Fédération anarchiste et de son organe, c'est beaucoup moins vrai aujourd'hui, chacun privilégiant une pratique sans rejeter les autres, et tous se retrouvant dans les luttes sociales et les combats concernant l'antimilitarisme, le pacifisme, le féminisme, l'antipatriarcat, l'antihomophobie, l'antiracisme, l'écologie, la lutte anticarcérale, l'athéisme...

Les unes du *Monde libertaire* sont à cet égard édifiantes, de même que les sujets traités dans les pages intérieures : comptes rendus de congrès syndicaux et de grèves, dénonciation de l'obscurantisme religieux, luttes des femmes, combats écologistes, solidarité internationale avec les organisations sœurs et les peuples opprimés à travers le monde... Édits, chroniques, billets d'humeur ont toujours accompagné l'information brute : le premier numéro du *Monde libertaire* (4 pages !) annonçait la couleur : édito, Les anarchistes dans le monde syndical, La condition féminine, la vie de la fédération, programme du gala de soutien, page culturelle : peinture, spectacles, cinéma... Rapidement des rubriques régulières se mirent en place : *La Corbeille aux idées* (Charles-Auguste Bontemps), *Les propos du Martien*, qui devint *À rebrousse-poil* (Pierre-Valentin



Berthier), *Le Père peinarde* (titre emprunté à Émile Pouget et derrière lequel officiaient Pol Chenard et parfois Maurice Joyeux), *Le livre du mois* (Maurice Joyeux), *À la petite semaine* (Floréal), *Quand l'autruche éternue* (Fredo Ladrissse)... là-aussi la liste n'est pas exhaustive. Sans oublier les textes signés Ferré (Brassens en avait signé sous pseudo dans *Le Libertaire*), Michel Ragon, Albert Camus (André Breton et d'autres surréalistes avaient également porté leur contribution à l'ancien *Libertaire*)...

Soixante ans d'existence du *Monde libertaire* pour rendre compte des luttes sociales ou sociétales, avec un éclairage anarchiste, pour rappeler aussi l'histoire de notre mouvement en France et sur la scène internationale, car la mémoire du prolétariat en lutte ne sera évidemment pas écrite par les tenants du pouvoir; comme disait Orwell dans «1984»: «Celui qui a le contrôle du passé a le contrôle du futur... Celui qui a le contrôle du présent a le contrôle du passé.»

Notre journal a connu des périodes fastes et d'autres moins, différentes formules: 4 pages, puis 8... puis 24; une couleur, deux, quadri, mensuel, hebdo, des numéros hors-série devenus bimestriels et thématiques avec une nouvelle maquette depuis novembre 2012.

Au long de ces soixante ans, en raison de ses articles et prises de positions, le *Monde libertaire* a aussi connu une ribambelle de procès qui ne l'ont pas fait taire, ses articles dénonçant le colonialisme de l'État français en Algérie lui ont également valu les attaques de la part de l'extrême droite (OAS), alertes à la bombe (fausses) dans nos

meetings pour empêcher leur tenue, attentat (bien réel) contre notre librairie, ce qui, non plus, ne nous a pas fait taire... bien au contraire. Contre vents et marées notre *Monde libertaire* a continué son œuvre de divulgation des idées anarchistes et d'information sur les luttes du prolétariat. Soixante ans aujourd'hui et toujours là: le combat continue.

R. P. et W. R.

1. Lire à ce sujet les versions qu'en donnent deux des principaux protagonistes: Maurice Joyeux (Sous les plis du drapeau noir) et Georges Fontenis (Changer le monde), ainsi que les articles de Julien, parus dans *Le Monde libertaire* n°1604 et 1605 («Georges Fontenis. Parcours d'un aventuriste du mouvement libertaire»).

2. En raison de la désaffection des lecteurs mais aussi notamment des nombreuses saisies et amendes infligées au *Libertaire* pour son soutien aux indépendantistes algériens, *Le Libertaire* cessa de paraître en juillet 1956. Il sera également fait appel régulier à la générosité des uns et des autres pour financer Radio libertaire.

L'antimilitarisme

L'antimilitarisme fait partie des gènes constitutifs de l'anarchisme. Il est donc normal qu'il trouve sa place dans les pages du *Monde libertaire*.

Il faut avouer qu'en 1962 la fin de la guerre d'Algérie et la grève de la faim de Louis Lecoq marqueront un tournant dans cette histoire. En effet, le statut d'objecteur de conscience, arraché par P'tit Louis, permettra à plusieurs générations de militants libertaires d'ouvrir un front de lutte populaire contre l'État. Pour mémoire, dans les années post-1968, près de 15000 jeunes hommes seront impliqués de près ou de loin dans cette lutte: objecteurs, insoumis, réfractaires, et même comités de soldats...

Les prisons se remplissent et les colonnes du *Monde libertaire* aussi. L'affaire «Fais pas le Zouave» assurera une visibilité inattendue (plusieurs passages à la télé et sur les radios pas encore libres) avec le procès intenté par Michel Debré à Pol Chenard dont le seul tort est d'avoir imprimé sur son journal gratuit un texte de loi: le statut des objecteurs. Avec la fin du service obligatoire, *Le Monde libertaire* participera activement aux mouvements antiguerre (ex-Yougoslavie, du Golf,...) notamment grâce à ses suppléments gratuits.

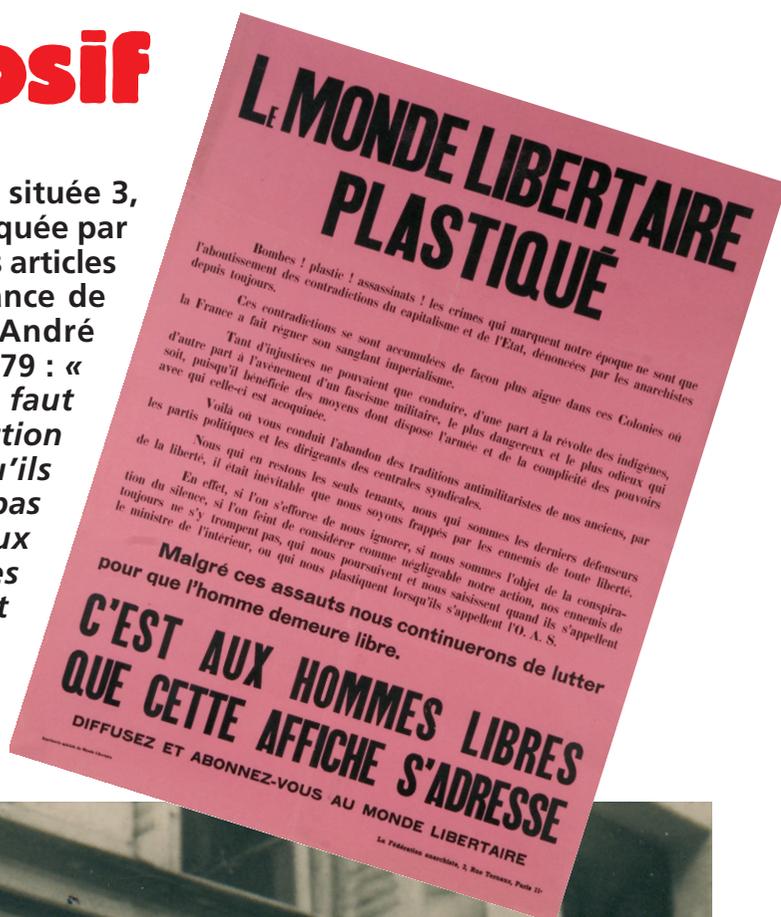
Les dessinateurs du ML

Notre journal a toujours bénéficié du concours de dessinateurs qui illustraient les articles publiés et les unes (sans parler de nos affiches). Actuellement encore une douzaine de dessinateurs se répartissent les thèmes de chaque numéro au gré de leur inspiration et de leur disponibilité. Certains noms sont d'ailleurs très connus de ce qu'il est convenu d'appeler le grand public, tel Tardi qui a tout récemment participé au numéro hors-série 47 sur le conflit 14-18 intitulé « Morts par la France ». Dans le passé, plus ponctuellement, nous avons pu bénéficier du travail de certains collaborateurs de l'équipe de *Charlie hebdo* comme Luz, Willem, Reiser, Cabu... À noter que à la mort de De Gaulle, le titre: « Bal tragique à Colombey: 1 mort », avait valu à *Hara-Kiri* son interdiction, et sa transformation en *Charlie hebdo*. Notre *Monde libertaire* avait alors appelé à protester contre cette interdiction et à soutenir son équipe au cours d'un meeting commun *Monde libertaire-Hara-Kiri*. Joyeux, Laisant-Cavanna, Choron and Co. à la même tribune, ça avait quand même une sacrée gueule !



Souvenir **explosif**

En avril 1962, la librairie du *Monde libertaire*, alors située 3, rue Ternaux (XI^e arrondissement de Paris), fut plastiquée par l'Organisation Armée secrète (OAS), suite à plusieurs articles parus dans notre journal favorables à l'indépendance de l'Algérie. Voici ce qu'écrivait notre camarade André Devriendt à ce propos dans *Le Monde libertaire* n° 79 : « *Les nazis de l'OAS ont plastiqué notre librairie. Il faut montrer à ces imbéciles que le résultat de leur action criminelle est exactement le contraire de ce qu'ils espèrent. Après cet attentat, non seulement il n'y a pas un militant de moins à la FA, mais de nombreux sympathisants demandent à adhérer. Déjà des groupes, des camarades isolés, des lecteurs ont envoyé leur aide financière. Que d'autres les suivent en grand nombre, et ce qui devait nous faire disparaître se révélera être, au contraire, un facteur de renouveau.* »



“Et vivre, c’est ne pas se résigner.”

Albert Camus

LE MONDE LIBERTAIRE



Tarifs

(hors-série inclus)

| | |
|---|----------------------------|
| 3 mois, 12 n ^{os} hebdos, 1 n ^o hors série | <input type="radio"/> 25 € |
| 6 mois, 18 n ^{os} hebdos, 2/3 n ^{os} hors série | <input type="radio"/> 50 € |
| 1 an, 35 n ^{os} hebdos, 5/6 n ^{os} hors série | <input type="radio"/> 75 € |

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Publications libertaires, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 01 48 05 34 08

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

France et étranger

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an 95 €

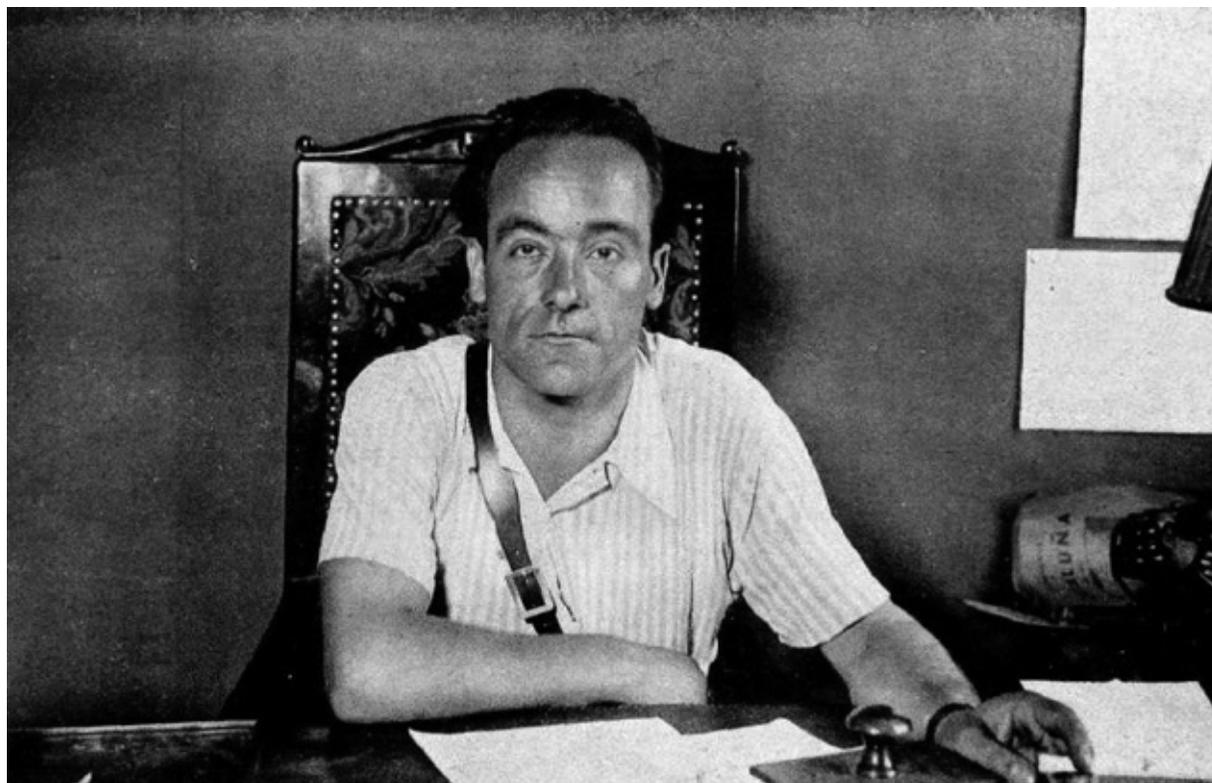
Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, abonnement annuel à 53 euros. Gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN : FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC : CCOFRRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie 3A (Paris)

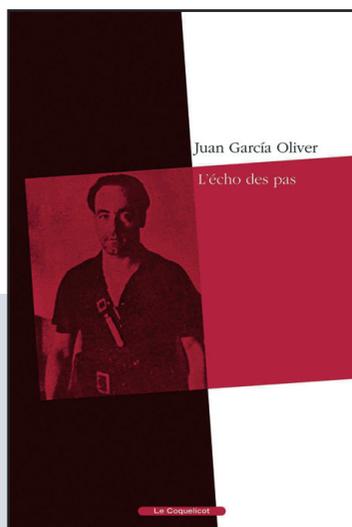
Dépot légal 44 145 – 1^{er} trimestre 1977 Routage 205 – EDRB – Diffusion Presstalis. Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

L'Écho des pas

Mémoires de Juan García Oliver



Frank Mintz



Juan García Oliver, *L'Écho des pas*, Éditions Le Coquelicot, 2014, 639 pages, 25 euros. En vente à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris (10 % pour les frais de port, franco à partir de 50 euros d'achat).

DES MILLIERS d'anarchosyndicalistes ont participé à l'histoire de la Confédération nationale du travail (CNT) d'Espagne jusqu'à l'exil en 1939, mais quels sont ceux qui ont pu écrire leurs mémoires avec l'assurance de les voir publiées? Seuls les plus connus et pas forcément les meilleurs. C'est ainsi que nous avons une poignée d'œuvres, qui s'opposent parfois, en donnant une vision insuffisante de l'anarcho-syndicalisme. Et, cependant, nous pouvons dire, tout comme dans la culture africaine, que, dans chaque grand-père, dans chaque militant qui meurt, sans avoir légué ses mémoires, il y a une partie de l'histoire qui est détruite...

Avec García Oliver, qui a occupé dans la CNT une place au moins aussi prépondérante que celle de Durruti, ce n'est pas une voie qui s'ouvre, c'est une autoroute. Par conséquent son témoignage est capital, en dépit de son autocontemplation et de son ton virulent contre les nombreuses personnes qui lui étaient antipathiques. García Oliver a écrit seul, en feignant ignorer les œuvres des historiens et de ses propres camarades, et le résultat est un règlement de comptes personnel qui déséquilibre le texte. L'auteur semble convaincu de ses dons d'analyse politique – et cela a dû être souvent le cas –, mais à première vue son livre tombe dans le discours

creux du professeur qui fait son baratin devant Durruti, Ascaso, les conseillers soviétiques qui l'écoutent bouche bée en préparant la défense de Madrid, etc. Et il se définit comme un voyant (p. 199, 567), qui paraît fustiger les élèves dissipés (la militance).

À la seconde lecture, on voit que García Oliver représente la mentalité typique du leader anarchosyndicaliste ou simplement anarchiste. Il commence par diffuser la pratique cénétiste et il ne semble pas faux que Pestaña et Peiró (grands dirigeants cénétistes en Catalogne) aient demandé d'organiser un groupe de camarades pour liquider Martínez Anido et d'autres hommes de main de l'organisation patronale recrutés pour assassiner des syndicalistes actifs de la CNT. Il fallait protéger les camarades et abattre les ennemis les plus dangereux. C'est dans ce but que le groupe Nosotros [Nous] se forma avec Durruti, Ascaso, Jover et d'autres compagnons. On leur doit des exploits pour la défense des intérêts de la classe ouvrière contre des oppresseurs. Il existe un extrait filmé d'un discours de García Oliver en 1937 dans lequel, en référence à ces actes d'action directe particulière, on entend « Nous étions les meilleurs hommes armés (pistoleros) ». Mais, si Pestaña et Peiró abandonnèrent cette tactique en 1923, Nosotros la continua.



Juan García Oliver, en tenue de milicien, brandissant un fusil, le 19 juillet 1936, à Barcelone.

Pour être plus explicite, la justification de García Oliver se fondait sur la plateforme de 1926-27 de certains camarades russes qui semblaient vouloir adopter l'autoritarisme bolchevique. Archinov et son groupe tentèrent de tirer les enseignements de leur participation à la révolution russe, en élaborant une plateforme qui prétendait en substance que les anarchistes devaient abandonner la prétention d'être des révolutionnaires ou bien devaient « s'organiser de manière que la direction révolutionnaire soit exercée depuis le début et poursuivie jusqu'à l'élimination totale de toutes les causes d'injustice sociale ». (p. 93).

Ainsi García Oliver déclare, en 1931, qu'il faut se lancer dans la révolution sans attendre, et que le groupe appelé les trentistes la reporte à des dates « complètement absurdes », à deux ans ou plus (p. 136). En pleine crise économique mondiale, cette opinion était certainement plus judicieuse que de suivre la charrette républicaine, si lente à réformer, si rapide à réprimer.

Mais en décembre 1933 García Oliver s'oppose à la tentative armée de communisme libertaire prônée par Durruti et Ascaso et la fédération régionale aragonaise, alors qu'il avait été d'accord pour une précédente en janvier de la même année. Et tout cela sans qu'aucun de ces leaders n'ait été membre de la FAI. Paradoxalement, les insurrections préparées par le groupe Los Solidarios (ex-Nosotros) en janvier 1933, puis en décembre de la même année, étaient adoptées par la FAI. Cette dernière fournissait donc les militants qui combattaient; elle apparaissait comme l'instigatrice de cette tactique, et pourtant elle n'avait pas le

contrôle sur les décisions de Durruti, García Oliver, etc. Lorsque la FAI voulut exprimer ses critiques, García Oliver et ses camarades rétorquèrent que, ne faisant pas partie de la FAI, ils n'avaient pas à répondre. (pp.142-144).

En fait, si les trentistes manœuvraient la CNT pour l'orienter vers des partis bourgeois prétendument progressistes, García Oliver et ses camarades poussaient la CNT vers une autre voie et il me semble que ni les uns ni les autres ne faisaient appel à la base. Et ils se rabibochèrent en un tournemain quelques mois avant le congrès de Saragosse en mai 1936. Et il est notoire que tous les grands dirigeants anarchosyndicalistes, grisés par le pouvoir, étaient d'accord sur le marchandage politique durant la guerre, en méprisant la base.

García Oliver, quant à lui, fait une analyse où il ne voit pas de similitudes entre un PC et une confédération anarchosyndicaliste dirigée de haut en bas :

« N'oublions pas que la mécanique de notre Organisation ne ressemble pas à celle d'un parti politique comme le Parti communiste par exemple, qui est monolithique. La composition hétérogène de notre Organisation fait qu'on est toujours entre doutes et hésitations. C'est pourquoi elle a toujours été dirigée en réalité par un groupe plus ou moins nombreux. C'est dans ce but que s'étaient constitués les "Trente". Nous avons aussi essayé avec le groupe "Nosotros". » [...] (p. 200)

Au congrès de la CNT en mai 1936, García Oliver affirmait qu'il était l'artisan de la réunification mais que son projet d'armée n'avait pas été adopté à cause du travail de sape, d'embrouille de Federica Montseny, Miró et compagnie. On peut remarquer au

passage que, d'après les textes publiés par Antonio Elorza dans la revue *Revista del Trabajo*, n° 32, les projets pour le congrès de Saragosse des syndicats de Santillán et de García Oliver n'étaient guère différents, en particulier sur la question militaire (on lit le contraire pp. 240-241).

Après les journées de combat de juillet à Barcelone (la victoire étant due selon García Oliver à l'organisation qu'il avait préparée) il y eut un plenum de fédérations locales et municipales le 23 juillet 1936 (pp.182, 194 et suivantes). García Oliver et la fédération municipale du Bas Llobregat proposèrent de tout prendre en main (*ir a por todo*) mais la quasi-totalité des représentants s'y opposa. Très honnêtement García Oliver se demande pourquoi et il paraît suggérer deux explications : a) l'ignorance de l'anarchisme ; b) l'activité de groupes divergents, de Federica Montseny et d'autres personnes. En fait, le problème de fond est, une fois de plus, que la base ne fut pas consultée. Les délégués prirent une décision sans en référer à personne. On entamait le processus des délégués qui se réunissaient sans avoir le temps matériel de consulter leur base qui était en pleine création sur leurs lieux de travail ou volontaire sur les fronts. García Oliver, si donneur de leçons, ne semble pas avoir pensé à une consultation des militants dispersés ; le Comité des milices aurait pu servir en partie à cela. Par contre, les notables se mettaient à décréter, parfois sans rime ni raison, et à vouloir imposer leur discipline.

Autrement dit, la base n'avait guère d'importance pour les hautes sphères syndicales. Mais chaque fédération locale appliquait à sa manière ce que les notables de service voulaient qu'elles fassent. Et c'est grâce à cette souplesse locale que le communisme libertaire a été réalisé, alors que personne ne l'exaltait à la tête de la CNT-FAI pendant ces jours de juillet 1936.

Pour García Oliver, c'est différent. C'était sa présence au Comité des milices qui avait lancé les collectivisations (!) (pp. 215, 288). Qui plus est, en partant de Barcelone pour se rendre à son ministère à Madrid en novembre 1936, il déclarait : « Moi hors d'ici, toutes les amarres sauteront et ce sera très vite le chaos dans toute la Catalogne. » (p. 299) On va voir, plus loin, comment García Oliver s'est conduit en incapable en mai 1937.

Comme dans les livres *Por qué perdimos la guerra de Santillán* Durruti, d'Abel Paz, etc., chacun a un plan anarchiste pour prendre l'or de la Banque d'Espagne (une quantité astronomique à l'époque) et acquérir les armes qui manquaient par la faute d'autres cénétistes. García Oliver a également son idée d'appropriation dès le 23 ou le 24 juillet 1936, mais le frein vient de Durruti (le grand incapable, d'après García Oliver), et si l'or se retrouve à Moscou, c'est la faute à Cipriano Mera (p. 326).

Mais c'est sur le problème militaire que

García Oliver est clair. S'il parle de guérilla c'est pour mieux critiquer Durruti (p. 278), son idée c'est l'armée populaire supérieure, formée de masses ouvrières, de gardes civils et de gardes d'assaut, qui aurait des officiers formés dans une école militaire d'un genre nouveau (pp. 231, 302). La guérilla a été la grande découverte de García Oliver, fin 1937 (p. 483 et suivantes). Pourtant, l'Andalou Maroto la menait déjà depuis la fin de 1936, avant que les communistes l'aient emprisonné, sans que le ministre de la Justice – García Oliver lui-même – ait fait grand chose pour le protéger. On peut voir au passage que l'entrée de García Oliver dans son ministère semble provenir d'une demande de Federica Montseny, pp. 299-300 (s'ils étaient si fâchés, pourquoi étaient-ils si souvent ensemble?).

García Oliver nous dit avec sincérité, en adoptant une vision propre à sa fonction, que, quand on est ministre, il faut s'habiller comme il faut et pas en bleu de travail comme à Barcelone (p. 323). Bakounine avait écrit « les hommes ne font pas les positions, ce sont les positions, au contraire, qui font les hommes » (voir la brochure *Discussion avec Bakounine*). Orwell, dans *Hommage à la Catalogne*, attribuait le tutoiement et l'abandon des tenues de l'élégance imposées par les classes élevées à un signe révolutionnaire. Notre auteur avait franchi le pas vers le pouvoir. La naïveté de García Oliver est sidérante, jusqu'à arborer ses préjugés anti-andalous (p. 396) et anti-gitans; Vázquez, secrétaire général de la CNT, (p. 467) est traité de « flagorneur », au lieu de « gitan » en castillan, ce qui n'efface pas le mépris, de même que « embrouille » pour « gitanerie » (p. 523). Par contre, son jugement sur Jaime Balius, prétendu tête pensante libertaire dont les écrits sont souvent franchement léninistes, – qu'il cherchait surtout à noircir, puisque sa vie était atroce – me semble pertinent (pp. 414, 438).

Jamais un ministre anarchiste n'a été aussi tranchant dans ses mémoires: « Avec Galarza [ministre de l'Intérieur antilibertaire] nous fîmes des efforts conjoints pour éteindre le feu, avec d'excellents résultats. » (p. 409, en référence à l'attaque communiste contre les collectivistes de Vilanesa). « Ce qui importait était d'éteindre ce brasier. » (p. 414, sur Mai 1937).

Durant les affrontements entre les forces catalanistes bourgeoises et communistes, d'un côté, et celles de la rue qui étaient principalement des travailleurs de la CNT et du Parti ouvrier d'unification marxiste, parfaitement léniniste mais opposé à Moscou et à Trotski, notre auteur prononça un discours radiodiffusé dont voici un extrait :

« Et maintenant, pour ma part, sous le poids de la responsabilité que je vis, je déclare que les gardes [civils défenseurs des bourgeois catalanistes pro-communistes, note de Frank Mintz], qui sont morts aujourd'hui, sont pour moi des frères. Je m'incline devant eux et les embrasse. Les antifascistes qui sont morts, les anarchistes qui sont morts, pour moi sont des



Juan García Oliver est le troisième en partant de la droite.

frères : je m'incline devant eux et les embrasse. Les socialistes qui sont morts, pour moi sont des frères. Oui, après avoir dit cela, je dois ajouter : tous ceux qui sont morts aujourd'hui sont mes frères, je m'incline devant eux et je les embrasse. Ce sont des victimes de la lutte antifasciste et je les embrasse tous de la même manière. » (p. 422)

Une pareille hypocrisie ne pouvait pas éteindre ce brasier mais le stimulait. García Oliver, le voyant, l'homme supérieur, réinventait les jérémiades lénifiantes, creuses, destinées à réunir les bourreaux et les victimes, des bonimenteurs politiques qui craignent de perdre leur parcelle de pouvoir.

Le comble a sans doute été la création d'un comité exécutif disposant de toutes ces facultés pour faire et défaire, avec pour mission la contention de la panique et du chaos, même si cela devait contrevenir aux principes de l'anarchisme (p. 502) en avril 1938, avec le groupe de Montseny, Santillán, Miró.

García Oliver est moins clair sur la mort de José Antonio Primo de Rivera – fondateur de la Phalange (p. 342) – présentée comme étant acceptée par tous les ministres. On dit pourtant que ce fut une décision expresse de García Oliver. Si c'est le cas, c'est à n'en pas douter une des meilleures initiatives de notre auteur. Face à José Antonio, cet admirateur de Mussolini, dont les partisans assoiffés et couverts du sang des « rouges » courtoisaient les nazis, la peine de mort était une évidence morale et rationnelle. De leur côté, les républicains tergiversaient, comme toujours, sauf quand il fallait réprimer les travailleurs.

Sur la mort de Durruti (pp. 346-347), García Oliver écrit clairement, mais son ton vaniteux, supérieur, réduisant tous les camarades à de piètres figurants, frôle l'insupportable. Une camarade aragonaise d'Alcampel qui vivait à Barcelone avec son compagnon dans les années 1930 me disait que García Oliver s'était réfugié quelques fois chez elle et qu'il était simple et gentil. C'est sûrement exact. Mais avec le temps, l'attitude fraternelle s'est ternie, affadie. García Oliver est bien modeste sur son rôle contre la mise en pratique du communisme libertaire, comme dans le cas de la branche des métiers du bois de Barcelone. Marcos Alcón – une des rares personnes citées dans le livre qui ne soit pas égratignée –, l'évoque dans *Enseignement de la révolution espagnole* de Vernon Richard (p. 164, éd. Acratie, 1997).

Quoi qu'il en soit, il faut se féliciter de la franchise tardive de García Oliver. Elle nous restitue la personnalité d'un notable de la CNT-FAI, capable de lancer des consignes en faveur de gouvernements avec le PC en 1944. Il faut lire ce livre pour savoir comprendre ce que la grandiloquence occulte.

Il aurait été bon de reprendre l'index des noms de plus de dix pages de l'édition castillane pour faciliter la recherche de tous les jugements de l'auteur sur les multiples personnages qu'il a connus. Un-tiré-à part pour une somme modique serait des plus utiles.

F. M.

Les Russies **inconnues**

Vétché, mir et soviét

Alexandre Skirda a fait connaître les espaces de liberté ouverts aux débuts de la Révolution russe, à Cronstadt ou en Ukraine avec le cosaque anarchiste Nestor Makhno. Il vient de sortir un livre essentiel sur l'Histoire des Russies inconnues¹, synthèse de travaux issus de sources originales. Il y montre ce que tsaristes et bolcheviks ont occulté : dès l'origine existaient des institutions de démocratie directe, le vétché en zone urbaine, le mir en zone rurale, qui ont résisté pendant des siècles aux pouvoirs successifs, princes Varègues, khans mongols, tsars, avant de resurgir avec les soviets.

Le vétché et les princes Varègues

Au IX^e siècle, la Slavie orientale est une confédération de tribus et de cités. Dans ces dernières existe un système de démocratie directe, fondé sur le vétché («véchtchats» = «parler»). C'est une assemblée populaire se réunissant sur la grande place («kremlin») où tout se décide à l'unanimité ou à une très forte majorité. Chacun peut la convoquer, s'y exprimer librement. On y élit et révoque les fonctionnaires municipaux. En cas d'attaque, des milices communales se forment. Ce type de fonctionnement se retrouve au niveau du quartier, de la profession. Tout a été effacé de l'Histoire sous le prétexte qu'un pays sans État et sans religion monothéiste ne peut qu'être «arriéré». Mais cette zone est sur le trajet de pillards venus des steppes de l'Asie centrale. Les milices communales sont souvent insuffisantes pour les contenir, et beaucoup de cités acceptent l'aide de mercenaires scandinaves, les Varègues, qui descendent les fleuves à bord de leurs bateaux. Ils ont donné leur nom à cette région, la Rouss («Ruotsi» = «rameurs»). Ils sont rémunérés en argent, et leur chef de guerre, le prince, est choisi, et révocable, par le vétché.

Église, khans mongols et khans blancs

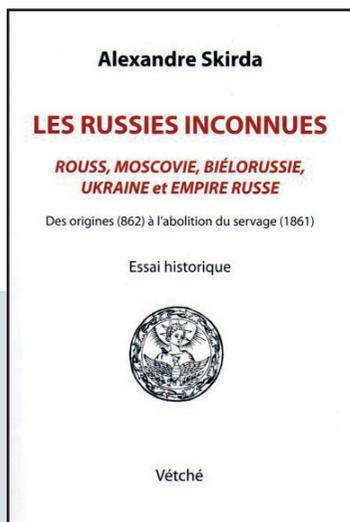
Dans ce pays païen, la christianisation de la Rouss débute avec Vladimir, prince de Kiev, qui se fit baptiser en 988 par l'Église byzantine, inaugurant l'alliance des pouvoirs temporel et spirituel. Celle-ci obtient la dîme (10 % des revenus), qui lui permettra de construire monastères, églises et d'installer un clergé grec ou bulgare. Le pouvoir des princes ainsi renforcé conduit à des luttes fratricides entre cités, amenant destructions, pillages et esclavage. Le remplacement des milices communales par

des contingents armés permanents entraîne le déclin du vétché, mais aussi facilite l'envahissement des nomades mongols de Gengis Khan, «Le maître du monde». Les princes russes, notamment celui de Moscou, vont beaucoup apprendre du «despotisme asiatique», et les tsars, les «khans blancs», vont succéder aux khans mongols. Au nom du service de l'État, les paysans deviennent des serfs dépendant de leurs maîtres. Dans ce césaro-papisme, l'Église, qui possède un tiers des terres, édicte les «bonnes» règles de conduite : «Crains le tsar et sers-le avec fidélité, prie Dieu pour lui, obéis-lui en tout», et la «bonne» éducation pour les enfants : «Si tu aimes ton fils, donne-lui des coups souvent. Ne lui donne pas de liberté dans sa jeunesse, mais brise-lui le cœur pendant qu'il grandit car, s'il ne s'endurcit, il n'obéira pas.»

Le mir et l'obchtvina (possession collective de la terre)

Le mir (assemblée) est le pendant économique et social du vétché : décisions prises à l'unanimité ou à une très forte majorité, responsables élus et révocables. Les lots de terres cultivables, égaux en qualité et en quantité, sont répartis collectivement entre chaque foyer, qui n'est donc que l'usufruitier de cette possession collective. Prairies et forêts sont utilisées en commun. Mais, après l'abolition du servage (1861), le pouvoir tsariste laisse la moitié des terres, les plus fertiles, au seigneur et leur paie l'autre moitié pour les paysans, qui doivent rembourser cette somme en 49 annuités. Les lots pouvant être revendus, la propriété individuelle commence à apparaître, d'autant que les paysans manquent de terres pour survivre. Des fonctionnaires sont envoyés dans les communes rurales : «La Russie officielle, le monde des tchinovniks, serviteurs de l'État, de la soldatesque, des policiers, n'est qu'une horde de conquérants étrangers qui se sont abattus sur le pays», Stepniak, La Russie sous les tsars, 1887. À la veille de 1917, 86 % de la population est rurale, les quatre cinquièmes des foyers y sont collectifs. Jusqu'en 1918 une démocratie paysanne se répand dans toute la Russie. Mais, pour les bolcheviks, la civilisation paysanne n'était que barbarie, le mir un obstacle à leur pouvoir. Lénine et ses successeurs engageront une guerre à mort contre des millions de paysans : exterminations, déportations, famines organisées, collectivisations forcées.

En anéantissant la commune rurale, le régime bolchevik réussira là où avait échoué l'autocratie tsariste.



Alexandre Skirda, *Les Russies inconnues (Rouss, Moscovie, Biélorussie, Ukraine et Empire russe)*. Des origines (862) à l'abolition du servage (1861), Éditions Vétché, présenté dans une émission de Radio libertaire du 24 novembre 2014 : <http://trousnoirs-radio-libertaire.org/>

Élan noir

Mathématiques et anarchie



LES MÉDIAS ont parlé d'Alexandre Grothendieck, génie des mathématiques né en 1928 et décédé le 13 novembre 2014. Peu ont évoqué ses origines anarchistes, ses engagements militants, ses échanges tumultueux avec les scientifiques. L'ayant connu dans les années 1970, voici quelques précisions sur la vie d'un homme assez extraordinaire.

Son père, Alexander Shapiro, anarchiste russe, participe aux révolutions de 1905 et 1917. Fuyant la répression bolchevique, il rencontre une anarchiste allemande, Hanka Grothendieck. En 1933, ils partent pour l'Espagne et vivent la révolution espagnole. Alexandre les rejoint en France en 1939. Son père, emprisonné dans plusieurs camps, disparaît à Auschwitz. Au camp de Rieucros avec sa mère, Alexandre peut aller à l'école voisine de Mende. Il poursuit ses études au Collège cévenol à Chambon-sur-Lignon, puis à Montpellier.

À Paris, à 20 ans, son génie est repéré par de grands mathématiciens, mais, en 1966, il refuse la médaille Fields, car elle est distribuée en URSS. En 1970, ses convictions antimilitaristes et anarchistes le font démissionner de l'Institut des hautes études scientifiques, qui bénéficie d'un financement du ministère de la Défense.

Il fonde alors *Survivre et vivre* dont le bulletin, 15 000 exemplaires, parle d'antimilitarisme, d'écologie radicale et libertaire, de contestation du «scientisme». J'ai participé avec lui à une coopérative de légumes biolo-

giques et à l'achat de matériel d'impression pour le bulletin, par l'intermédiaire d'Antonio, compagnon de la CNT espagnole.

En 1971, Grothendieck alerte sur le «problème insoluble de la contamination radioactive et du stockage des déchets» et, les 10 et 11 juillet, il participe avec 15 000 personnes à la première grande manifestation antinucléaire en France devant la centrale de Bugey, que nous avons organisée à quelques-uns, dont Pierre Fournier, de *Charlie hebdo*. En avril 1972, Grothendieck, intervenant au Centre d'études nucléaires de Saclay sur le thème: «Allons-nous continuer la recherche scientifique?», en profite pour révéler l'existence de fûts radioactifs fissurés sur le site.

Plus tard, il part vivre dans l'Hérault, enseigne à l'université de Montpellier, puis s'installe en Ariège où il mènera une vie d'ermite.

Quelqu'un dira après sa mort: «Grothendieck n'était pas un ex de Normale Sup, juste un ancien de Rieucros, il est redevenu une poussière de l'histoire.»

Élan noir

Céline Pessis, *Survivre et vivre*, Éditions l'Échappée présenté sur Radio libertaire le 31 mars 2014: <http://trousnoirs-radio-libertaire.org>

Ça presse !

JE SUIS UN VIEUX LIBERTAIRE. Avec des habitudes de campagnard. J'achète mon pain chez le boulanger, ma viande chez le boucher, mes journaux et mes livres chez ma librairie.

À Gennes, riante petite bourgade du Maine-et-Loire, il y a une librairie, tenue depuis trente ans par Michèle et Alain. Alain nous a quittés il y a peu. Michèle, courageuse, est toujours là. Sa librairie regorge de

livres en tous genres. J'y trouve toujours des cadeaux pour mes petits enfants. Les éditeurs, petits et grands, sont bien représentés. Il y a même les Éditions libertaires. C'est dire ! C'est un lieu convivial où se croisent jeunes et vieux de tous poils.

Tout ça pour dire que le supermarché du village s'agrandit. Au nom de la libre entreprise. Et là, il y a un os ! Un rayon presse va

y trouver sa place. Je me vois mal acheter Libé ou Le Monde libertaire entre les croquettes pour chiens et le rayon poissons.

Le village se mobilise pour éviter la mort de notre librairie. Rejoignez-nous et soutenez notre action à cette adresse : michabru@orange.fr.

Benoist Rey

Du droit pour tous de pouvoir choisir de mourir

NOUS N'AVONS PAS CHOISI DE VIVRE. Certains le regrettent, d'autres, dont moi, non. La vie, c'est quoi ? Une parenthèse entre le néant et le néant. Un non-sens absolu. Un non-sens qu'il nous est possible de remplir de sens. Politique, social, philosophique. Mais à chacun sa propre vie... et sa propre mort.

Depuis belle lurette, j'ai choisi de me suicider. Fastoche. Alexandre Marius Jacob nous l'a démontré. Suicide mode d'emploi, également. Le capitalisme a récupéré cette « demande » via la Suisse ou la Belgique, mais contre monnaie sonnante et trébuchante. Perso, tout est déjà prévu, et « si Dieu me prête vie jusque-là », comme tout bon anar qui se respecte, j'espère pouvoir choisir ma mort. En tout cas, je m'en donne les moyens. Et personne ne m'empêchera de... Je pourrais en rester là. Moi je... et démerdez-vous. Mais comme le disait déjà

Bakounine, je ne peux pas être libre tant que tous ne le sont pas.

Alors, je me bats pour que tous et toutes aient le droit de pouvoir choisir leur mort, étant entendu que ce droit n'est nullement une obligation. Lisez ce ou ces textes de Geneviève. Ils sont pathétiques (écrire au président n'est d'aucun intérêt), ou de bon sens, ou les deux. Il en est du droit de vote comme du droit de pouvoir choisir sa mort ou d'autres encore, les anarchistes dignes de ce nom se doivent d'être sur le front, quitte à dénoncer l'insuffisance de ce genre de droits, voire à s'en affranchir. Les anarchistes n'obligent personne à voter ou à mourir. Mais ils se doivent de permettre l'exercice de ces droits.

Jean-Marc Raynaud

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



AGENDA

Vendredi 19 décembre

Paris XI^e

19 heures. Rencontre et dédicaces avec Latrique et Akar le Rouge, les auteurs de la BD *Capitaine Anarchy*. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Saint-Denis (93)

19 heures. Docu club *Le fonctionnement du Mouvement interrégional AMAP* avec Anne et Dominique du groupe Kropotkine et l'Amap Court circuit, au local du groupe Henry Poulaille, 4, place Langevin.

Samedi 20 décembre

Paris XI^e

16h30. Résistances en musique et au cinéma. En présence de Michèle Rollin et Jean Rochard. Musique avec l'album *Chroniques de résistance* de Tony Hymas (Éditions Nato): des chansons, des poèmes et des instru-

mentaux. Suite en 27 morceaux pour les résistants du passé, du présent et du futur. Cinéma avec un film Michèle Rollin: *Femmes de bonne volonté*. Six femmes inconnues, dont l'enfance se déroule durant la Première Guerre mondiale, portent des regards croisés sur leur engagement pacifiste, antifasciste, de gauche, en France, en Allemagne, en Espagne, entre les deux guerres. Nous les retrouverons confrontées au stalinisme, au nazisme, à l'écrasement de l'Espagne libertaire. Leurs idéaux résisteront-ils à la montée des périls? Librairie du monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Jeudi 15 janvier

Merlieux (02)

De 18h30 à 21 heures. Rencontre-débat à la Bibliothèque Sociale avec l'écrivain Lucien Thomas autour de son roman historique *Louise Michel. La guerre à la misère*, Éditions de la Rue, 2014. En s'appuyant sur un

sérieux travail d'archives, l'auteur nous fait découvrir le passionnant parcours de cette révolutionnaire anarchiste. Table de presse. Apéro dînatoire. Entrée libre et gratuite. Plus d'infos sur: <http://kropotkine.cybertaria.org>. Athénée libertaire. 8, rue de Fouquerolles.

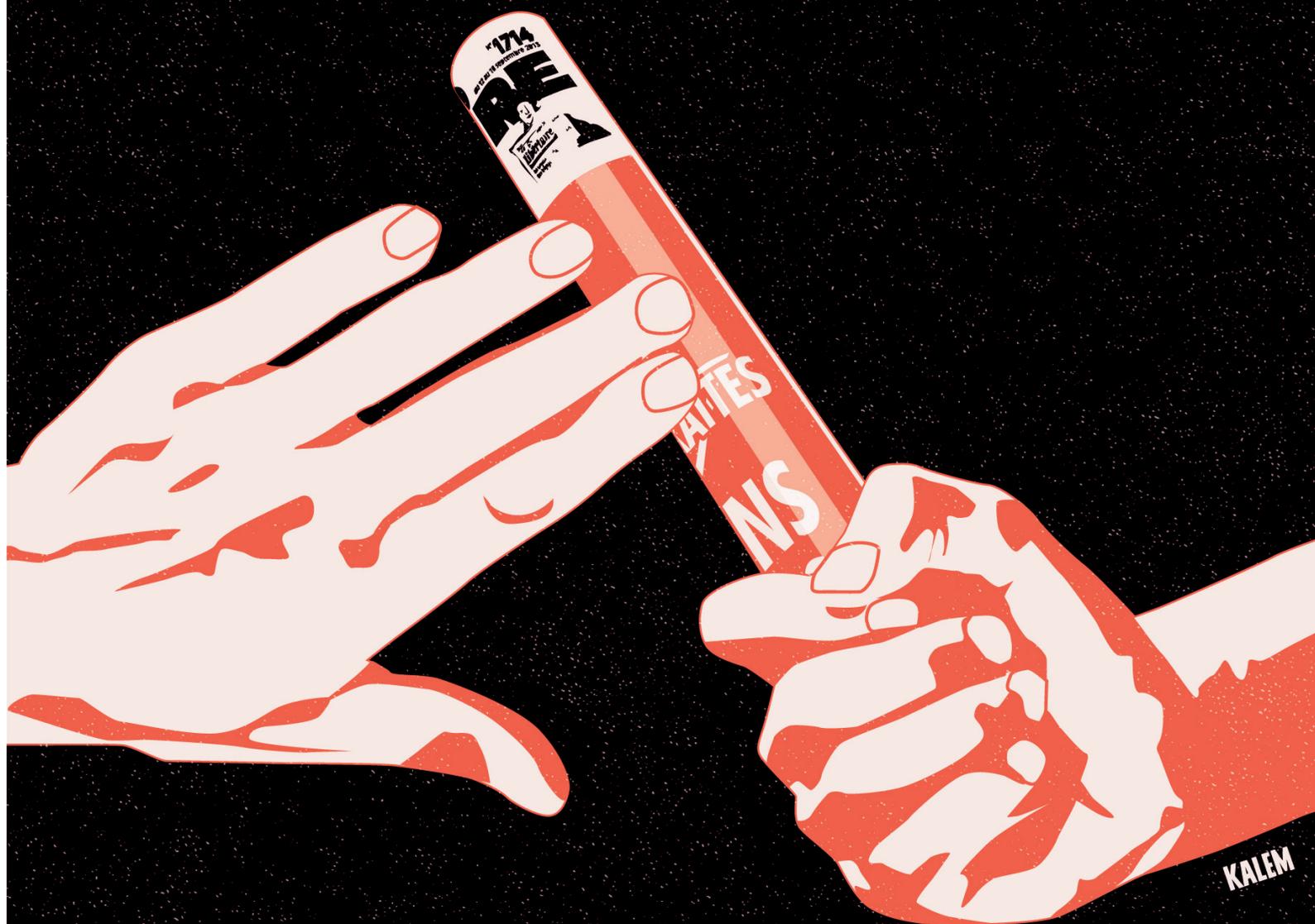
Jeudi 19 février

Merlieux (02)

De 18h30 à 21 heures. Rencontre-débat à la Bibliothèque Sociale avec l'écrivain Léo Lapointe autour de son dernier polar *Le Planqué des huttes*, Pôle Nord, 2014, dont l'action se situe en Picardie, avant et pendant la guerre de 14-18, avec en toile de fond les luttes ouvrières d'Amiens, l'ancêtre d'Arsène Lupin et l'arrivée des chinois sur les côtes picardes. Table de presse. Apéro dînatoire. Entrée libre et gratuite. Plus d'infos sur: <http://kropotkine.cybertaria.org>. Athénée libertaire. 8, rue de Fouquerolles.



Abonnez-vous
**AU MONDE
LIBERTAIRE**



LE JOURNAL DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE
www.monde-libertaire.fr – 145, rue Amelot, 75011 Paris